

Fukushima : Le Japon annonce qu'il va déverser de l'eau contaminée dans la mer

Les groupes de défense de l'environnement et les voisins condamnent le projet de rejeter plus d'un million de tonnes d'eau contaminée en deux ans. Le Japon a annoncé qu'il allait rejeter dans la mer plus d'un million de tonnes d'eau contaminée provenant de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima, une décision qui a suscité la colère des pays voisins, dont la Chine, et des pêcheurs locaux. La confirmation officielle de cette décision, qui intervient plus de dix ans après la catastrophe nucléaire, portera également un nouveau coup au secteur de la pêche à Fukushima, qui s'oppose à cette mesure depuis des années.

Le Premier ministre, Yoshihide Suga, a déclaré mardi lors d'une réunion de ministres que le gouvernement avait décidé que le déversement de l'eau dans l'océan Pacifique était l'option "la plus réaliste" et "inévitabile pour permettre le redressement de Fukushima". L'exploitant de la centrale, Tokyo Electric Power [Tepco], et les responsables gouvernementaux affirment que le tritium, une substance radioactive qui n'est pas dangereuse en petites quantités, ne peut pas être éliminé de l'eau, mais que d'autres radionucléides peuvent être réduits à des niveaux autorisés pour le rejet. "Le gouvernement japonais a élaboré des politiques de base pour rejeter l'eau traitée dans l'océan, après s'être assuré des niveaux de sécurité de l'eau... et pendant que le gouvernement prend des mesures pour prévenir les dommages à la réputation", a déclaré Suga aux journalistes.

Les travaux visant à libérer l'eau diluée commenceront dans environ deux ans, a déclaré le gouvernement, et l'ensemble du processus devrait prendre des décennies. "En partant du principe d'une stricte conformité aux normes réglementaires qui ont été établies, nous choisissons le rejet en mer", a-t-il déclaré dans un communiqué. La Chine a dénoncé ce plan comme "extrêmement irresponsable" et a accusé le Japon d'avoir pris cette décision "sans tenir compte des doutes et de l'opposition au niveau national et international". "Cette approche est extrêmement irresponsable et portera gravement atteinte à la santé et à la sécurité publiques internationales et aux intérêts vitaux des populations des pays voisins", a déclaré le ministère chinois des Affaires étrangères dans un communiqué publié sur son site Internet.

Un haut responsable du gouvernement sud-coréen a déclaré que Séoul s'opposait fermement à cette initiative, un point de vue également exprimé par le Conseil de l'énergie atomique de Taïwan. Les États-Unis ont apporté leur soutien, décrivant le processus décisionnel du Japon comme "transparent". "Nous remercions le Japon pour ses efforts de transparence dans sa décision d'éliminer l'eau traitée du site de Fukushima Daiichi", a tweeté le secrétaire d'État, Antony Blinken. Mais l'annonce a suscité une condamnation rapide de la part des groupes environnementaux. Greenpeace Japon a déclaré qu'elle "condamnait fermement" le rejet de l'eau, qui "ignore complètement les droits de l'homme et les intérêts des habitants de Fukushima, du Japon en général et de la région Asie-Pacifique". "Le gouvernement japonais a une fois de plus laissé tomber les habitants de Fukushima", a déclaré Kazue Suzuki, responsable de la campagne sur le climat et l'énergie au sein du groupe. "Le gouvernement a pris la décision totalement injustifiée de contaminer délibérément l'océan Pacifique avec des déchets radioactifs. Il n'a pas tenu compte des risques d'irradiation et a tourné le dos à la preuve évidente qu'une capacité de stockage suffisante est disponible sur le site nucléaire ainsi que dans les districts environnants.

"La décision du cabinet n'a pas permis de protéger l'environnement et a négligé l'opposition et les préoccupations à grande échelle des résidents locaux de Fukushima, ainsi que des citoyens voisins autour du Japon." Environ 1,25 million de tonnes d'eau se sont accumulées sur le site de la centrale nucléaire, qui a été paralysée après être entrée en fusion à la suite d'un tsunami en 2011. Il s'agit de l'eau utilisée pour refroidir la centrale, ainsi que de la pluie et des eaux souterraines qui s'infiltrant quotidiennement. L'eau doit être filtrée à nouveau pour éliminer les isotopes nocifs et sera diluée pour répondre aux normes internationales avant tout rejet, a déclaré le gouvernement.

L'eau radioactive, dont la quantité augmente d'environ 140 tonnes par jour, est actuellement stockée dans plus de 1 000 réservoirs, et l'espace disponible sur le site devrait être épuisé vers l'automne prochain. Tepco a fait valoir qu'elle aura du mal à progresser dans le déclassé de la centrale si elle doit continuer à construire de nouveaux réservoirs de stockage sur le site. L'Agence internationale de l'énergie atomique soutient cette décision, car les éléments radioactifs, à l'exception du tritium, seront retirés de l'eau ou réduits à des niveaux sûrs avant d'être rejetés. L'AIEA a également souligné que les centrales nucléaires du monde entier utilisent un processus similaire pour éliminer les eaux usées. Selon les experts, le tritium n'est dangereux pour l'homme qu'à fortes doses et, avec la dilution, l'eau traitée ne présente aucun risque scientifiquement détectable.

"Les scientifiques s'accordent à dire que l'impact sur la santé est minuscule", a déclaré à l'Agence France-Presse Michiaki Kai, expert en évaluation des risques liés aux rayonnements à l'Université des sciences infirmières et de la santé d'Oita, au Japon, avant l'annonce de la décision. Mais les communautés locales de pêcheurs affirment que le rejet de l'eau va réduire à néant des années de travail acharné pour rétablir la confiance des consommateurs dans leurs produits de la mer. "Ils nous ont dit qu'ils ne rejetteraient pas l'eau dans la mer sans le soutien des pêcheurs", a déclaré Kanji Tachiya, qui dirige une coopérative de pêche locale à Fukushima, à la chaîne de télévision publique NHK avant l'annonce. "Nous ne pouvons pas soutenir cette décision de rompre cette promesse et de rejeter l'eau dans la mer de manière unilatérale."

Cette décision intervient environ trois mois avant les Jeux olympiques de Tokyo, qui ont été reportés, et dont certains événements sont prévus à 60 km de la centrale. Les autorités japonaises ont refusé que les médias qualifient l'eau de "contaminée" ou de "radioactive", insistant pour qu'elle soit décrite comme "traitée". Shaun Burnie, spécialiste principal du nucléaire à Greenpeace East Asia, a déclaré que cette affirmation était "clairement fausse". "Si l'eau n'était pas contaminée ou radioactive, ils n'auraient pas besoin de l'approbation (pour libérer l'eau) de l'organisme de réglementation nucléaire du Japon", a-t-il déclaré. "L'eau des réservoirs est effectivement traitée, mais elle est également contaminée par la radioactivité. Le gouvernement japonais a délibérément cherché à tromper sur cette question, dans le pays et à l'étranger."

The Guardian -13 avril 2021

traduction via FoxOne